

notamment, en matière de mesures préventives, de mettre l'accent sur la formation et le perfectionnement professionnel. L'Ofiamt entend par ailleurs lancer auprès de ses partenaires que sont les cantons, les communes et les organisateurs de cours et de programme d'occupation une véritable offensive pour améliorer encore l'offre de mesures et la coordination entre ces divers partenaires.

2. Comme les auteurs de l'interpellation le relève, le lancement d'un programme national et coordonné de mesures préventives doit faire l'objet d'un consensus national entre toutes les parties prenantes. L'organe compétent dans ce domaine existe: il s'agit de la Commission de surveillance de l'assurance-chômage où ces milieux sont représentés. Cette commission a déjà décidé des mesures allant dans ce sens et émis les directives y relatives. Elle s'occupera à l'avenir essentiellement de ces questions.

3. Le Conseil fédéral partage l'avis des auteurs de l'interpellation que de telles mesures et programmes doivent être coordonnés sur le plan national et doivent être mis en oeuvre de manière professionnelle. Les principes de fonctionnement des mesures préventives reposent sur une mise en oeuvre décentralisée et un financement modulable en fonction des priorités et de la situation sur le marché du travail. L'Ofiamt entreprend par ailleurs plusieurs démarches en vue d'une meilleure collaboration interinstitutionnelle entre les divers acteurs confrontés au traitement du chômage (formateurs et orienteurs professionnels, offices du travail, organisateurs de cours privés). Cet office entend renforcer cette collaboration par la mise en oeuvre d'un programme cadre destiné à tous ses partenaires dans ce domaine. A cette fin, il organise le 25 juin 1993 une grande journée d'information («Perspectiva»).

4. En ce qui concerne la création d'un poste de coordinateur national indépendant de l'administration et chargé de la direction du programme national, le Conseil fédéral est d'avis que les tâches de coordination confiées à l'Ofiamt dans ce domaine ne seraient pas simplifiées, car un poste supplémentaire rendrait la coordination encore plus difficile. Le Conseil fédéral est d'avis qu'il convient en priorité d'adapter les effectifs de l'Ofiamt avec des collaboratrices et des collaborateurs engagés dans ce domaine sur mandat limité dans le temps.

#### Conclusions

Le Conseil fédéral est d'avis qu'une tâche considérable a déjà été accomplie dans le domaine des mesures de formation et d'occupation de chômeurs. L'Ofiamt estime qu'en 1992 40 000 personnes touchées par le chômage ont bénéficié de ces mesures. Pour 1993, on prévoit que 100 000 personnes en bénéficieront.

Enfin, le Conseil fédéral tient à relever que le plus important pour une personne touchée par le chômage est d'abord de retrouver un emploi et que, dans ce domaine, les efforts de placement entrepris par les cantons doivent encore être davantage soutenus par tous les partenaires concernés. Le fait que, depuis le 6 mai 1993, une sélection de places vacantes, des informations ainsi que la nouvelle possibilité de places de stage pour les apprentis diplômés figurent dans le «Teletext» constitue une nouvelle formule d'aide aux chômeurs.

**Präsident:** Die Interpellanten sind von der Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt und verlangen Diskussion.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion                      offensichtliche Mehrheit  
Dagegen    Minderheit

#### Verschoben – Renvoyé

93.3174

### Interpellation der freisinnig-demokratischen Fraktion Vorrang der inländischen Arbeitnehmer

#### Interpellation du groupe radical-démocratique Priorité aux travailleurs indigènes

#### Wortlaut der Interpellation vom 19. März 1993

1. Wie gedenkt der Bundesrat das Prinzip des prioritären Schutzes der einheimischen Arbeitskraft in den Kantonen durchzusetzen, damit eine einheitliche Anwendung gewährleistet ist?
2. Ist der Bundesrat bereit, die praktische Anwendung dieses Prinzips so zu gestalten, dass für die Wirtschaft und die Behörden keine wesentlichen administrativen Umtriebe entstehen?
3. Ist der Bundesrat bereit, insofern eine neue Regelung zu finden, als hochqualifizierte ausländische Arbeitskräfte, die ein beträchtliche Know-how mitbringen und damit mithelfen, neue Arbeitsplätze zu schaffen oder bestehende zu erhalten, von der Regelung gemäss Artikel 7 BVO auszunehmen sind?

#### Texte de l'interpellation du 19 mars 1993

1. Comment le Conseil fédéral entend-il faire respecter par les cantons le principe selon lequel les travailleurs indigènes ont la priorité sur les autres, principe qui devrait être appliqué de manière uniforme?
2. Le Conseil fédéral est-il disposé à faire en sorte que ce principe puisse être appliqué sans que les milieux économiques ni les autorités se heurtent à une surcharge de travail administratif?
3. Est-il disposé à ne pas appliquer le principe de l'article 7 OLE aux étrangers hautement qualifiés qui détiennent un savoir-faire considérable et qui, de ce fait, peuvent contribuer à créer des emplois ou encore à maintenir ceux qui existent?

#### Sprecher – Porte-parole: Bonny

#### Schriftliche Begründung

Artikel 7 der geltenden Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer (BVO) regelt das seit langer Zeit geltende Prinzip des prioritären Schutzes der einheimischen Arbeitskraft. Danach dürfen Bewilligungen zur erstmaligen Erwerbstätigkeit, zum Stellen- oder Berufswechsel und zur Verlängerung des Aufenthaltes nur erteilt werden, wenn der Arbeitgeber keine einheimische Arbeitskraft findet, die gewillt und fähig ist, die Arbeit zu den orts- und berufsüblichen Lohn- und Arbeitsbedingungen zu leisten. In dieser Bestimmung wird sodann der Begriff der einheimischen Arbeitskräfte in dem Sinn umschrieben, dass es sich um Schweizer oder um Ausländer mit Niederlassungsbewilligung handelt. Gleichgestellt werden auch ausländische Jugendliche, die mit ihren Eltern in die Schweiz eingereist sind, hier die Schulen besucht haben und eine Lehre antreten. Wenn es um die erstmalige Erwerbstätigkeit geht, haben neben den einheimischen Arbeitskräften auch jene stellensuchenden Ausländer den Vorrang, die sich bereits in der Schweiz aufhalten und zur Erwerbstätigkeit berechtigt sind.

Leider muss festgestellt werden, dass in der Praxis dieser für unsere Arbeitsmarktpolitik wichtige und auch dem sozialen Frieden dienende Grundsatz nur ungenügend durchgesetzt wird. Die heutige Praxis ist zu wenig konsequent. In den Kantonen bestehen zum Teil höchst unterschiedliche Praktiken. Es ist auch nicht zu übersehen, dass nach den heutigen Bestimmungen der administrative Aufwand für Behörden und Arbeitgeber recht beträchtlich sein kann.

Gerade in der jetzigen Zeit, wo sich der Arbeitsmarkt durch ausserordentlich hohe Arbeitslosigkeit auszeichnet, ist eine konsequente Durchsetzung dieses Grundsatzes von sehr

grosser Bedeutung. Es ist aber auch zu prüfen, wieweit dieser Grundsatz den neueren Gegebenheiten angepasst werden kann. Insbesondere wäre es naheliegend, ihn für Bewilligungen von erstmals eingereisten ausländischen Arbeitskräften, die einen sehr hohen Qualifikationsgrad aufweisen, nicht anzuwenden. Hier handelt es sich um Fälle, die wegen des eingebrachten Know-hows mithelfen können, neue Arbeitsplätze zu schaffen oder bestehende zu erhalten.

#### *Développement par écrit*

L'article 7 de l'ordonnance limitant le nombre des étrangers (OLE) consacre le principe qui ne date pas d'aujourd'hui et selon lequel les travailleurs indigènes ont la priorité sur les autres. C'est ainsi qu'un étranger ne peut être autorisé à exercer une première activité, à changer de place ou de profession, ou encore à prolonger son séjour qu'au cas où un employeur ne trouverait pas de travailleur indigène capable et désireux d'occuper le poste aux conditions de travail et de rémunération usuelles de la branche et du lieu. Ce même article définit encore qui sont les travailleurs indigènes, à savoir les ressortissants suisses, les étrangers titulaires d'un permis d'établissement, mais aussi les jeunes étrangers qui sont venus en Suisse avec leurs parents, qui ont effectué leur scolarité et qui entrent en apprentissage. Enfin, il précise que s'il s'agit d'un premier emploi la priorité sera donnée aux travailleurs indigènes et aux demandeurs d'emploi étrangers qui se trouvent déjà en Suisse et qui sont autorisés à y travailler.

Force est cependant de constater que ce principe, pourtant primordial pour la politique du marché du travail et la paix sociale, est loin d'être appliqué comme il le faudrait. La pratique actuelle n'est plus uniforme. Il arrive même qu'elle varie fortement d'un canton à l'autre. Sachons aussi que l'application des dispositions actuelles cause un surplus de travail administratif parfois considérable aux autorités et aux employeurs.

Or, c'est justement au moment où nous sommes confrontés à un taux de chômage extrêmement élevé qu'il faudrait appliquer ce principe de manière uniforme. Encore devra-t-on se demander si on ne doit pas l'adapter aux circonstances nouvelles. Il va notamment de soi qu'il ne devra pas concerner les étrangers hautement qualifiés qui exerceront une première activité en Suisse, et qui, en raison de leur savoir-faire, seront susceptibles de créer des emplois ou de maintenir ceux qui existent.

#### *Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 12. Mai 1993*

Der Grundsatz des Vorrangs der inländischen Arbeitnehmer bildet seit jeher eine wichtige Rahmenbedingung der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer (BVO) für die Zulassung ausländischer Arbeitskräfte. Im Hinblick auf die Wahrung des sozialen Friedens und einer ausgeglichenen Beschäftigungslage gewinnt diese Bestimmung naturgemäss in der heutigen Rezessionsphase an Bedeutung. Die kantonalen Arbeitsmarktbehörden sind sich ihrer Verantwortung durchaus bewusst und wenden die Prioritätsregel bei der arbeitsmarktlichen Begutachtung von Gesuchen um Erteilung einer Arbeits- und Aufenthaltsbewilligung in der Regel sorgfältig an. Wird die Anwendungspraxis gesamtschweizerisch strikte schematisiert, leidet darunter zwangsläufig die individuelle Berücksichtigung des konkreten Einzelfalls. Dies wäre weder praktikabel noch wünschbar. Die einzelnen Wirtschaftsregionen und die verschiedenen Branchen sehen sich heute mit den unterschiedlichsten Problemen wirtschaftlicher, konjunktureller und struktureller Art konfrontiert. In dieser Situation ist es wichtig, dass die Arbeitsmarktbehörden flexibel auf die lokalen Bedürfnisse des Arbeitsmarktes und den spezifischen Arbeitskräftebedarf eines Gesuchstellers eingehen können. Trotz steigender Arbeitslosigkeit und trotz sorgfältiger Abklärung – mit entsprechendem zeitlichem und administrativem Aufwand des Arbeitsamtes oder des Arbeitgebers – zeigt sich in vielen Fällen, dass sich für die Besetzung einer Stelle keine genügend qualifizierte Kandidaten auf dem inländischen Arbeitsmarkt finden. In vielen Bereichen, wie Wissenschaft, Forschung und Informatik, besteht nach wie vor ein Mangel an Spezialisten und Fachleuten.

Gerade in Zeiten, in denen der Standort Schweiz mit hartnäckigen konjunkturellen und strukturellen Schwierigkeiten zu kämpfen hat, ist es deshalb von entscheidender Bedeutung, dass der Bedarf unserer Wirtschaft an ausländischen Arbeitskräften langfristig gesichert ist und die Attraktivität des Arbeitsplatzes Schweiz erhalten bleibt. In bezug auf die notwendige Reform unserer Ausländerpolitik muss im besonderen das Bewilligungsverfahren für hochqualifizierte Arbeitskräfte liberalisiert und vereinfacht werden. In einem jüngsten Schritt wurde daher auf den 1. Mai 1993 die BVO dahin gehend geändert, dass ausländische Führungskräfte und hochqualifizierte Fachleute vom Vorrang der inländischen Arbeitnehmer (Art. 7 BVO) ausgenommen werden. Die entsprechenden Verfahren werden dadurch administrativ und zeitlich beschleunigt und für die Wirtschaft die Auflagen für den Beizug von Führungskräften und Spezialisten aus dem Ausland erheblich reduziert. In der Botschaft vom 24. Februar 1993 über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens bekräftigt der Bundesrat ferner seine Absicht, weitere Schritte in Richtung administrativer Vereinfachung und Vereinheitlichung zu realisieren. Da der Handlungsspielraum der BVO jedoch begrenzt ist, werden weiter gehende Änderungen erst im Rahmen der bevorstehenden Revision des Bundesgesetzes über den Aufenthalt und die Niederlassung der Ausländer beantragt werden können.

#### *Rapport écrit du Conseil fédéral du 12 mai 1993*

La priorité de la main-d'oeuvre indigène a toujours été un principe important de l'ordonnance limitant le nombre des étrangers (OLE). Cette disposition a gagné en importance, étant donné la phase de récession actuelle, dans la perspective de la sauvegarde de la paix sociale et d'un équilibre sur le marché de l'emploi. Les autorités cantonales du marché du travail sont tout à fait conscientes de leur responsabilité dans ce domaine et appliquent généralement cette règle avec soin lors de l'octroi d'autorisations de séjour et de travail.

Si cette règle est appliquée schématiquement sur le plan national, il ne peut plus être tenu compte du cas concret. Ceci ne serait ni souhaitable ni praticable. Les diverses régions et branches économiques sont confrontées à toute une série de problèmes conjoncturels et structurels et il est important dans cette situation que les autorités du marché du travail se montrent flexibles et puissent prendre en considération les besoins locaux du marché de l'emploi ainsi que les caractéristiques spécifiques des entreprises.

Malgré un chômage en hausse et un examen attentif – ce qui prend du temps et rend nécessaires des démarches administratives de l'office du travail et de l'employeur –, il n'est pas rare qu'aucun candidat indigène suffisamment qualifié ne soit disponible sur le marché du travail pour un emploi donné. Dans plusieurs domaines comme la science, la recherche et l'informatique, il existe encore un manque de spécialistes et de cadres.

Il est extrêmement important que les besoins de notre économie en matière de cadres et de spécialistes soient assurés à long terme et que l'attrait de la place économique suisse reste assuré, surtout à l'heure où notre pays a à combattre des difficultés conjoncturelles et structurelles. Il est dès lors nécessaire de réformer notre politique des étrangers. En particulier la procédure d'autorisation pour les cadres et les spécialistes hautement qualifiés doit être libéralisée et simplifiée. L'OLE a été révisée le 21 avril 1993 dans le sens que cette catégorie de personnes échappe au principe de la priorité des travailleurs indigènes. Cela permettra de simplifier la procédure sur le plan administratif et de la durée, et de réduire les conditions à remplir par les entreprises employant ce type de main-d'oeuvre.

Dans son message du 24 février 1993 après le rejet de l'Accord EEE, le Conseil fédéral confirme en outre son intention de poursuivre dans la voie d'une simplification et d'une unification administrative. La marge de manoeuvre de l'OLE étant limitée, d'autres modifications ne pourront être proposées que dans le cadre de la révision de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE).

**Präsident:** Die Interpellanten sind von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt und verlangen Diskussion.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag auf Diskussion                      offensichtliche Mehrheit  
Dagegen    Minderheit

*Verschoben – Renvoyé*

93.3219

**Interpellation Hämmerle**  
**Gleichgewicht**  
**zwischen den Artikeln 31a und 31b**  
**Landwirtschaftsgesetz**  
**Loi sur l'agriculture.**  
**Equilibre dans l'application**  
**des articles 31a et 31b**

*Wortlaut der Interpellation vom 28. April 1993*

Artikel 31b des Landwirtschaftsgesetzes hält ausdrücklich fest, dass die Zahlungen gemäss Artikel 31b nach einer Einführungsperiode die gleiche Grössenordnung erreichen müssen wie diejenigen gemäss Artikel 31a. Diese Formel wurde nach langen und kontroversen Beratungen in beiden Räten gefunden. Sie ist für die Neuausrichtung der Landwirtschaftspolitik von grösster Bedeutung.

Gemäss den Bundesratsbeschlüssen vom 26. April 1993 werden im laufenden Jahr insgesamt 320 Millionen Franken Direktzahlungen ausgerichtet, davon nur 55 Millionen Franken für ökologisch begründete Zahlungen gemäss Artikel 31b. Dies sind deutlich weniger als 20 Prozent. Der Gesetzesauftrag wird also weit verfehlt.

Wir fragen den Bundesrat deshalb an:

1. In welchem Rhythmus beabsichtigt der Bundesrat, die ökologischen Direktzahlungen aufzustocken?
2. Wann gedenkt der Bundesrat die Einführungsperiode abzuschliessen und den gesetzlich vorgesehenen Zustand des Gleichgewichts herzustellen?
3. Besteht im Rahmen der laufenden Finanzplanperiode (5 Jahre) ein konkretes Konzept, wie sich die Direktzahlungen nach Artikel 31a und diejenigen nach Artikel 31b entwickeln und einander annähern? Wie sehen die entsprechenden Zahlen aus?

*Texte de l'interpellation du 28 avril 1993*

L'article 31b de la loi sur l'agriculture mentionne expressément que les contributions qu'il vise devront, après une période d'introduction, avoir atteint le même ordre de grandeur que les paiements visés à l'article 31a. Cette formulation a été arrêtée au terme de longues délibérations, souvent controversées, dans les deux Chambres. Elle est capitale pour la nouvelle orientation de la politique agricole.

D'après les arrêtés du Conseil fédéral du 26 avril 1993, les paiements directs versés cette année atteindront au total la somme de 320 millions de francs, dont 55 millions – soit bien moins de 20 pour cent – pour les seules contributions pour des prestations écologiques (art. 31b). Le mandat légal est donc loin d'avoir été rempli.

Dans ces conditions, je pose au Conseil fédéral les trois questions suivantes:

1. A quel rythme entend-il augmenter les contributions pour des prestations écologiques?
2. Quand pense-t-il que la période de transition sera achevée et quand entend-il rétablir l'équilibre prévu par la loi?

3. Existe-t-il dans le cadre du plan financier en cours (qui est de 5 ans) un projet concret selon lequel les paiements directs visés à l'article 31a et à l'article 31b devraient évoluer pour se rapprocher les uns des autres? Quels sont les chiffres correspondants?

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Aguet, Baumann, Bäumlin, Béguelin, Bircher Peter, Bodenmann, Borel François, Bühlmann, Bundi, Carobbio, Caspar-Hutter, Danuser, de Dardel, David, Diener, Eggenberger, Fankhauser, Fasel, Gardiol, Goll, Gross Andreas, Grossebacher, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Herczog, Hollenstein, Hubacher, Jöri, Ledergerber, Leuenberger Ernst, Leuenberger Moritz, Marti Werner, Mauch Ursula, Meier Hans, Misteli, Rechsteiner, Steiger Hans, Strahm Rudolf, Thür, Tschäppät Alexander, Vollmer, Züger (43)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates*

*vom 1. September 1993*

*Rapport écrit du Conseil fédéral*

*du 1er septembre 1993*

Der Interpellant weist zu Recht darauf hin, dass um diese Formulierung in den Räten gerungen wurde. Der zur Debatte stehende Passus (Art. 31b Abs. 4 LWG) lautet mit dem genauen Wortlaut: «Diese Zahlungen sollen nach einer Einführungsperiode annähernd die gleiche Grössenordnung erreichen wie diejenigen nach Artikel 31a.»

1. Es ist die Absicht des Bundesrates, möglichst rasch «annähernd gleiche Grössenordnungen» zu erreichen. In diesem Sinne hat der Bundesrat in der Verordnung zu Artikel 31b die folgenden Programme beschlossen: Beiträge für ökologischen Ausgleich, integrierte Produktion, biologischen Landbau und kontrollierte Freilandhaltung. Bei der Durchführung sind allerdings folgende Aspekte zu berücksichtigen:

a. Zwischen den ergänzenden Direktzahlungen und den Oekobeiträgen bestehen grundsätzliche konzeptionelle Unterschiede. Letztere basieren im Unterschied zu den ergänzenden Direktzahlungen auf dem Prinzip der Freiwilligkeit. Die Beteiligung der Landwirtschaft ist daher offen und schwierig abzuschätzen. Insbesondere bedingt sie eine entsprechende Weiterbildung der Landwirte und betriebswirtschaftliche Umstellungen, was mehrere Jahre erfordern kann.

b. Die oben erwähnten Programme müssen nun anlaufen. Dabei ist zu berücksichtigen, dass die bestehenden Regeln für die integrierte Produktion und die kontrollierte Freilandhaltung zum Teil noch ergänzt beziehungsweise konkretisiert und vor allem anerkannt werden müssen, was eine gewisse Zeit beansprucht.

c. Auch verwaltungstechnisch setzen die Programme hohe Anforderungen an die Vollzugsorgane, d. h. die Kantone und Fachorganisationen. Dies betrifft insbesondere die Kontrolle der produktionstechnischen Anforderungen auf den Betrieben. Bei knappen finanziellen und personellen Ressourcen in den für den Vollzug zuständigen Behörden ist mit Engpässen zu rechnen, welche die Dauer der Einführungsphase beeinflussen.

d. Die Beiträge können nicht beliebig hoch angesetzt werden. Die finanzpolitischen Grundsätze zwingen uns zu einem sparsamen Umgang mit den verfügbaren Mitteln.

2. Die Dauer der Einführungsphase hängt von obigen Faktoren ab und auch von den allgemeinen Rahmenbedingungen hinsichtlich der Kostenentwicklung, der Preispolitik, der Finanzpolitik usw. Unter Würdigung all dieser Einflussfaktoren ist es das Bestreben des Bundesrates, möglichst schnell annähernd gleiche Grössenordnungen zu erreichen. Im konkreten verweisen wir auf die Antwort zur Frage 3.

3. In der Finanzplanung sind nachfolgende Beiträge (in Millionen Franken) vorgesehen; dabei ist zu beachten, dass die vom Bundesrat am 26. April 1993 beschlossenen Zusatzkredite in den ergänzenden Direktzahlungen respektive in den Oekobeiträgen eingerechnet sind:

## **Interpellation der freisinnig-demokratischen Fraktion Vorrang der inländischen Arbeitnehmer**

## **Interpellation du groupe radical-démocratique Priorité aux travailleurs indigènes**

|                     |  |
|---------------------|--|
| In                  | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung     |
| Dans                | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale    |
| In                  | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr                | 1993   |
| Année               |  |
| Anno                |  |
| Band                | IV   |
| Volume              |  |
| Volume              |  |
| Session             | Herbstsession                                |
| Session             | Session d'automne                            |
| Sessione            | Sessione autunnale                           |
| Rat                 | Nationalrat                                  |
| Conseil             | Conseil national                             |
| Consiglio           | Consiglio nazionale                          |
| Sitzung             | 15   |
| Séance              |  |
| Seduta              |  |
| Geschäftsnummer     | 93.3174                                      |
| Numéro d'objet      |  |
| Numero dell'oggetto |  |
| Datum               | 08.10.1993 - 08:00                           |
| Date                |  |
| Data                |  |
| Seite               | 2028-2030                                    |
| Page                |  |
| Pagina              |  |
| Ref. No             | 20 023 299                                   |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.